

L'on comprend bien à la lecture de ces études pourquoi le Discours du Trône s'arrête longuement à la question de la formation, au problème de l'analphabétisme ou à celui des décrocheurs. Dans la vie privée, comme dans la vie du travail, ne savoir ni lire, ni écrire, ni compter ou si peu, pose des limites incroyables au fonctionnement et au développement des personnes.

Il ne faut pas isoler le problème de l'analphabétisme et oublier qu'il est fortement relié à celui de la pauvreté. De grands efforts pourront être fait du côté de l'analphabétisme et ils se doivent d'être faits. Mais si en même temps on n'agit pas sur d'autres facteurs, l'analphabétisme deviendra peut-être temporaire mais non durable.

Ces problèmes réels ne justifient cependant pas que le gouvernement fédéral, par son pouvoir de dépenser, s'ingère directement dans le domaine de l'éducation. C'est sans doute le domaine où le Québec se sent le plus jaloux de son autonomie.

Je voudrais, à cet effet, vous relire un passage touchant l'éducation et la culture que l'on retrouve dans ce que l'on appelait au Québec le Livre beige, le livre intitulé: *Une nouvelle fédération* qui avait été rendu public par le Parti libéral du Québec en 1979:

Dans les deux domaines de l'éducation et de la culture, nous désirons maintenir la position historique du Québec, laquelle a toujours affirmé le rôle primordial de la province et a toujours vu d'un oeil plutôt défavorable les initiatives fédérales. La constitution de 1867 appuyait entièrement cette attitude. Le Québec est le premier responsable de la protection et de l'épanouissement de son patrimoine culturel français. Son gouvernement est le mieux placé pour juger des mesures requises pour maintenir l'originalité de la société québécoise et en favoriser l'épanouissement.

Pourtant éventuellement, il ne faudrait pas exclure des discussions touchant des objectifs d'éducation reliés à la formation de la main-d'œuvre. Encore que là, les responsabilités auront besoin d'être clarifiées.

Si on se situe dans un contexte où toutes les provinces, le Québec y compris, se rallient à une libre circulation des biens, des personnes et des capitaux par le maintien et le renforcement de l'union économique, ce serait sans doute encore possible de trouver un forum mais la formule reste à trouver.

Cet objectif de prospérité pour le plus grand nombre possible sera sans doute critiqué quand on évoquera les taux de chômage élevés ainsi que la pauvreté d'un grand nombre de citoyens. Toutefois, le gouvernement pourrait être légitimement tenu responsable de plus grands problèmes dans l'avenir, s'il refusait d'envisager des solutions qui n'apporteront peut-être pas de résultats immédiatement mais qui envisagées dans une perspective plus longue, redonneront au pays une place plus enviable au plan économique.

Tout en poursuivant cet objectif, il ne faudra pas oublier que l'entrée dans le monde de la technologie et de la compétitivité ne saura jamais être le lot de tous nos concitoyens et concitoyennes. Il faut faire attention sur cette longue route de ne pas en échapper un trop grand nombre. Il ne faudrait jamais sacrifier tous les programmes sociaux que le Canada s'est donné, «our social safety net», ainsi que l'exploration de d'autres avenues qui permettront à ceux et celles qui vivent souvent en marge de notre société, qu'ils soient des handicapés physiques, intellectuels ou mentaux, de participer le plus pleinement possible à la vie de la collectivité. J'étais heureuse de voir que le Discours du Trône avait cette préoccupation.

L'équilibre doit être maintenu entre la poursuite du progrès économique et les objectifs sociaux qu'une société démocratique doit continuer de soutenir.

J'aimerais vous citer, ici, un extrait d'un article de M. Harvey Enchin, du journal *The Globe and Mail*. Lorsque l'on parle de compétitivité, l'on ne peut parler strictement en termes comptables. Je pense qu'il faut avoir aussi une vision plus globale de ce qu'un pays offre à sa population.

Alors M. Enchin dit:

● (1550)

[Traduction]

Le Canada fait très belle figure dans des publications spécialisées telles que *World Competitiveness Report*, non seulement en raison de ces richesses abondantes, mais aussi à cause de ses atouts moins tangibles. La stabilité, la sécurité et une politique prévisible ne peuvent être mesurées sous forme graphique. Toutefois, les analystes ainsi que les milliers d'immigrants qui arrivent au Canada accordent une très grande importance à ces éléments. Le régime d'assurance-maladie du Canada, même s'il est critiqué par les idéologues conservateurs, assure des services à un coût moindre que le régime de santé fragmenté et hyperstructuré des États-Unis. L'infrastructure du Canada, qui a été mise en place avec l'argent des contribuables, fait l'envie du monde entier.